

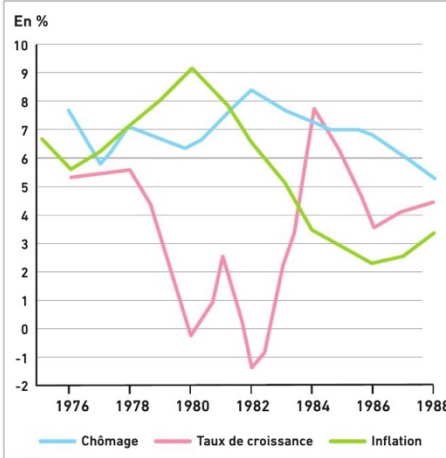
Ronald Reagan et la diffusion du néolibéralisme

Dans les années 1970, la crise de l'économie étatsunienne qui entre dans une période de « stagflation » (faible croissance du PIB et forte inflation) provoque une remise en cause de l'État-providence et du keynésianisme défendu par différents présidents. Élu président des États-Unis en 1980, Ronald Reagan cherche à combattre la crise par une série de mesures inspirées de l'École de Chicago et destinées à favoriser la libéralisation de l'économie : c'est le néolibéralisme.

1 BIOGRAPHIE

Ronald Reagan (1911-2004)

D'abord acteur de cinéma, Ronald Reagan s'intéresse tôt à la politique. Il se tourne dans les années 1950 vers le Parti républicain. Président du Syndicat des acteurs, il devient en 1966 gouverneur de Californie. Investi par le parti républicain en 1980, il mène campagne contre le président démocrate sortant Jimmy Carter, sur fond de crise économique. Son image d'homme simple attaché aux valeurs de l'Amérique profonde et son programme économique néolibéral destiné à lutter contre la crise économique, expliquent son succès à l'élection présidentielle de 1980. Très populaire, il est réélu en 1984 pour un deuxième mandat présidentiel.



VOCABULAIRE

Dérégulation : refus de l'État de réguler l'économie afin de favoriser la concurrence, l'innovation et l'autorégulation du marché par l'équilibre de l'offre et de la demande.

École de Chicago : école de pensée économique d'inspiration libérale animée notamment par Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976.

Libéralisation : diffusion des idées économiques libérales fondées sur la libre-concurrence, le libre-échange et la non-intervention de l'État dans l'économie.

Néolibéralisme : doctrine économique et politique qui s'inspire des modes de gouvernance des entreprises privées et qui n'admet qu'une intervention limitée de l'État dans la vie économique au profit du secteur privé et des lois du marché.

2 Le programme de Ronald Reagan contre la crise, le 20 janvier 1981

« Les États-Unis sont confrontés à des difficultés économiques de grande ampleur. Nous souffrons de la plus longue et de la plus grande inflation de toute notre histoire nationale [...]. Les industries déclinent et plongent les travailleurs dans le chômage, la misère humaine et l'indignité. Ceux qui travaillent n'ont pas un juste retour de leurs efforts à cause d'une fiscalité qui pénalise la réussite et qui nous empêche de maintenir une pleine productivité.

Mais aussi lourde que soit la charge fiscale, elle ne parvient pas à suivre les dépenses publiques. Depuis des décennies nous avons accumulé les déficits [...].

Les maladies de l'économie dont nous souffrons sont nées il y a plusieurs décennies. [...] Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes : le gouvernement est le problème.

[...] Il est temps de réveiller ce géant industriel, de remettre le gouvernement dans ses limites et d'alléger un système fiscal punitif. »

Discours d'investiture de Ronald Reagan, 20 janvier 1981, cité dans Catherine Lanneau, Hervé Broquet, Simon Petermann, *Les 100 discours qui ont marqué le XX^e siècle*, André Versaille éditeur, 2008, D.R.

3 Chômage, inflation et taux de croissance aux États-Unis

5 Le néolibéralisme de Margaret Thatcher au Royaume-Uni (1979-1990)

Un an avant Reagan, la Première ministre britannique Margaret Thatcher met déjà en place une politique néolibérale au Royaume-Uni.

« Parallèlement à une libéralisation des activités bancaires et financières, [...], Margaret Thatcher a engagé une vague de privatisations sans précédent. [...] Pour stimuler la libre entreprise et l'investissement, elle a décidé de baisser les impôts et les prélèvements obligatoires.

[...] Margaret Thatcher a littéralement sauvé la Grande-Bretagne sur le plan économique. Sous son pouvoir, le pays a connu une croissance largement supérieure à celle des autres puissances d'Europe occidentale. Entre 1983 et 1990, elle a ainsi atteint environ 4 % par an. L'inflation, qui culminait à 16,3 % en 1980 a fondu à 5,3 % en 1990. [...] Il est vrai que ces réformes économiques ont eu un coût social élevé. [...] Le chômage qui culminait à 5,5 % en 1979 a explosé pour atteindre 11,6 % de la population active en 1986 et n'est retombé qu'à 6,9 % en 1990. En outre, les inégalités sociales se sont inéluctablement creusées. Les revenus des 10 % de Britanniques les plus pauvres ont baissé de 10 % entre 1979 et 1990, tandis que ceux des 10 % les plus riches ont progressé de 50 à 60 %.

Interview de Philippe Chassaigne par Isabelle de Foucaud, « Le thatchérisme a sauvé la Grande-Bretagne sur le plan économique », *Le Figaro*, 8 avril 2013.

6 Le « consensus de Washington » (1989)

À partir de 1989, le FMI et la Banque mondiale, siégeant à Washington, conditionnent leur aide financière aux pays du Sud à la mise en place du « consensus de Washington » : une série de réformes néolibérales destinées à favoriser la dérégulation de l'économie.

« Il s'agit d'un corps de préceptes et de principes en dix points [...] qui fut posé par un économiste américain, John Williamson. [...] Les idées contenues dans ce fameux "consensus" sont nées [...] lorsque les crises de paiement et d'hyperinflation se sont multipliées dans l'ensemble des pays en voie de développement et, tout particulièrement, en Amérique latine. Pour assurer le redressement de ces économies et faire en sorte que les fonds des grandes institutions internationales soient utilisés au plus près de l'efficacité à court terme, un corps de doctrine s'est mis en place. Pure expression d'une doctrine ultralibérale, le "consensus de Washington" est aussi contemporain de l'effondrement des idées dirigistes néo-keynésiennes [...].

Les dix commandements du consensus de Washington [...] :

1. Discipline budgétaire [...].
2. Réorientation des dépenses publiques. [...]
4. Un taux de change unique et compétitif, pour que les exportations se développent et pour que les investisseurs étrangers soient intéressés à des implantations de longue durée.
5. Libéralisation de l'économie et, en particulier, suppression de toutes les entraves à la liberté du commerce [...].
6. Ouverture aux capitaux et investissements étrangers [...].
7. Une fiscalité mieux répartie [...].
8. Dénationalisations systématiques [...].
9. Abolition des barrières à l'entrée ou à la sortie sur les marchés de biens et de capitaux. [...]

Pascal Ordonneau, « Le Consensus de Washington », *Les Échos* - « Le Cercle », 17 janvier 2012.

Doc. 1, 2 et 3 Quelle est la situation économique des États-Unis lorsque Ronald Reagan est élu en 1980 ?

Doc. 2, 3 et 4 Évoquez les succès des réformes de Reagan (les « Reaganomics ») mais aussi les critiques qu'elles ont pu susciter.

Doc. 5 Montrez que la politique économique de Margaret Thatcher au Royaume-Uni est d'inspiration néolibérale. Quel bilan peut-on dresser du thatchérisme ?

Doc. 6 En quoi le « consensus de Washington » marque-t-il le triomphe du néolibéralisme à la fin des années 1980 ?